

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 06/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)**

ZI Rue de l'Europe  
BP 80236  
57370 Phalsbourg

Références : 2025-236  
Code AIOT : 0005402438

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC) implanté ZAE de Boulouze 21110 Fauverney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)
- ZAE de Boulouze 21110 Fauverney
- Code AIOT : 0005402438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

FM Logistic France possède 30 plates-formes en France, dont une à Fauvernay.  
La société est en activité depuis 53 ans. Le site est un entrepôt logistique.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	Demande d'action corrective	2 mois
2	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état de stock détaillé, comprenant les quantités précises et les emplacements spécifiques des produits entreposés.

Il est impératif de développer une version vulgarisée des informations contenues dans l'état de stock, destinée au grand public. Cette version devra présenter les données de manière claire et compréhensible pour des personnes non-initiées, améliorant ainsi la transparence et facilitant la communication avec la communauté environnante, notamment en cas d'urgence.

L'exploitant doit également optimiser l'accessibilité de l'état de stock pendant la période nocturne. Il faut mettre en place un système permettant un accès rapide et fiable aux données 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, renforçant ainsi la sécurité du site et améliorant la réactivité en cas d'urgence.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a</p>

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté un état de stock en format dématérialisé. Les quantités de produits présents sur le site ainsi que leur emplacement figurent dans ce fichier. Le classement selon la nomenclature ICPE est bien présent. Il s'agit uniquement des rubriques 4510 (5,7 tonnes), 4511 (13 tonnes) et 1510 (448 000 tonnes).

Le fichier de stockage est mis à jour quotidiennement.

Concernant les déchets, ils représentent moins d'un pourcent du volume total de produits qui se trouvent sur le site. L'exploitant n'inclut pas les déchets dans son état de stock. Le suivi est fait mensuellement. Les déchets éventuels provenant de la destruction des colis appartenant aux rubriques 4510 ou 4511 sont identifiés et leurs quantités connues. En fonction de la nature des déchets, l'enlèvement est réalisé quotidiennement, une fois par semaine ou une fois toutes les deux semaines (rubriques 4510 ou 4511).

Afin de connaître les principaux risques présentés par les produits stockés en cas d'incendie, un accès aux fiches de données de sécurité (FDS) sur un site spécialisé est disponible. L'utilisation de ce site (Quick FDS) est décrite sous forme d'un mode opératoire (« Aller chercher une FDS M6-Instruction 10027FVN-V1 ») mentionné dans le POI à la page 21.

La présence du POI (version 22 du 11/12/2024) ainsi que du mode opératoire d'accès aux FDS au poste de garde a bien été vérifiée.

L'exploitant ne stocke pas de piles ou batteries.

Concernant la disponibilité de l'état de stock, il a été constaté que le personnel ayant actuellement accès à l'état de stock est présent sur le site de 6h00 à 21h00 (les responsables et l'équipe de gestion de stock). En dehors de ces horaires, il est nécessaire de contacter les personnes d'astreinte, selon le POI page 44. Aucune possibilité n'est donnée au personnel travaillant la nuit d'accéder à l'état de stock.

#### **Non-conformité 1**

L'absence d'un accès permanent et immédiat (entre 21h00 et 6h00) à l'état de stock compromet la capacité de l'entreprise à gérer efficacement et rapidement tout événement accidentel

potentiel. Cette limitation pourrait entraver la réactivité et l'efficacité des interventions d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un unique état des matières stockées qui ne contient pas d'informations simplifiées ou vulgarisées. Pour obtenir des détails sur les produits stockés, il est nécessaire de consulter les Fiches de Données de Sécurité (FDS). Cependant, ces FDS, de nature technique et complexe, ne sont pas conçues pour être facilement comprises par le grand public.</p> <p>Le fichier de stockage est mis à jour quotidiennement. Les quantités de produits présents sur le site ainsi que leur emplacement figurent dans ce fichier. De plus, l'emplacement des produits fait l'objet d'une mise à jour quotidienne. Un e-mail est envoyé chaque jour à l'équipe de gestion des stocks et aux responsables concernés. Ce message contient un plan des emplacements des produits ainsi qu'un rapport sur le taux d'occupation des zones de stockage. Cette procédure assure une visibilité en temps réel de l'organisation spatiale de l'entrepôt et de son niveau de remplissage.</p>

Le POI ne précise pas comment accéder à l'état de stock, mais la fiche réflexe de la page 44 indique la marche à suivre pour les équipes de nuit (contacter l'astreinte pour obtenir l'état de stock).

L'exploitant effectue un inventaire exhaustif au moins une fois par an. L'objectif fixé est de maintenir un écart maximal de 0,5 % entre les stocks théoriques et réels, et ce pour toutes les catégories de produits. Cela concerne aussi bien les produits alimentaires (classés sous la rubrique 1510) que les produits de la gamme « home care » (relevant des rubriques 4510 et 4511).

Un contrôle par échantillonnage réalisé pour l'année 2023 a révélé les résultats suivants :

- Pour les produits des rubriques 4510 et 4511 (gamme « home care »), l'écart constaté n'était que de 0,03 %.
- Pour les produits classés sous la rubrique 1510 (produits alimentaires), l'écart observé s'élevait à 0,05 %.

Ces chiffres démontrent une gestion rigoureuse des stocks, avec des écarts nettement inférieurs à l'objectif fixé de 0,5 %. Les inventaires supplémentaires peuvent être réalisés également en cas de litige.

#### **Non-conformité 2**

L'exploitant ne dispose pas d'état de stock vulgarisé qui réponde aux besoins d'information de la population.

#### **Non-conformité 3**

L'absence d'un accès permanent et immédiat à l'état de stock, particulièrement entre 21h00 et 6h00, est à nouveau constatée (cf point de constat n°1)

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois